

Les forces de l'ordre agressent des manifestants en Colombie au milieu d'une vague de condamnations



Bogotá, 5 mai (RHC) De nombreuses organisations et personnalités ont dénoncé aujourd'hui la violence démesurée utilisée en Colombie par l'escadron mobile antiémeute (Esmad) contre les manifestants après une semaine de grève nationale contre la réforme fiscale du gouvernement.

La Confédération générale du travail (CGT) a publié sur son profil Twitter une condamnation de l'ONG Tremblements, qui avertit que les chiffres de cas de répression fournis ne reflètent pas avec exactitude la

gravité des violations des droits de l'homme dans le pays et qu'aucune personne n'est à l'abri d'être agressée par la force publique.

Des vidéos circulent sur les réseaux sociaux avec des images de répression à Bogota, Cali, Medellin, Palmira et Manizales, principales villes où les manifestations se sont concentrées.

L'ONG Liens de Dignité a publié des tweets sur les chiffres quotidiens des violations des droits de l'homme commises dans le cadre des manifestations, et elle appelle à la résistance et au respect de ceux qui se battent.

Sur son compte Twitter, le Parti Communs a déclaré qu'il n'était pas possible de dialoguer sur les réformes avec le président Ivan Duque alors qu'il tirait sur des manifestants, tout en demandant au président de ne pas chercher de justifications pour le massacre de Siloé, Cali, où il y a quelques heures, une communauté qui fuyait la répression de l'Esmad a été criblée de balles.

Dans un autre tweet le Parti Communs affirme avoir des informations selon lesquelles l'urbanisme (les adeptes de l'ancien président Alvaro Uribe, partisan de la militarisation des espaces publics) prépare un état de choc comme mécanisme pour mettre fin à la protestation sociale.

Compte tenu du contexte, cette formation politique s'est demandée si l'on voulait faire un coup d'État automatique comme moyen de préserver le pouvoir, alors que la communauté internationale a également appelé à protéger l'État de droit colombien.

Aujourd'hui, la porte-parole de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Marta Hurtado, dans une déclaration, a rappelé aux autorités colombiennes leur responsabilité de protéger les droits de l'homme, y compris celui de la vie et de la sécurité personnelle, et de faciliter l'exercice du droit à la liberté de réunion pacifique.

Le Comité National du Chômage a dénoncé ce lundi que la répression par les forces de sécurité lors des manifestations contre la réforme fiscale (de type néolibéral) a laissé un bilan provisoire de 27 tués et 124 blessés.

Depuis son profil Twitter, l'ancien président Juan Manuel Santos a dit à Duque qu'il était à sa disposition et à celle des Colombiens pour sortir le pays de cette crise.

'Le pays a besoin de dialogue, de compréhension. Cette situation fait mal. Plus de violence, plus de sang. Ne jamais oublier que la paix est le chemin', a-t-il relevé.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/256295-les-forces-de-lordre-agressent-des-manifestants-en-colombie-au-milieu-dune-vague-de-condamnations>



Radio Habana Cuba